

Extraits : Voline, *La Révolution inconnue*

4.1. Deux conceptions opposées de la Révolution sociale

[...] L'idée bolcheviste était d'édifier, sur les ruines de l'État bourgeois, *un nouvel " État ouvrier "*, de constituer un *" gouvernement ouvrier et paysan "*, d'établir la *" dictature du prolétariat "*.

L'idée anarchiste était de transformer les bases économiques et sociales de la société *sans avoir recours à un État politique, à un gouvernement, à une " dictature "*, quels qu'ils fussent, c'est-à-dire de réaliser la Révolution et de résoudre ses problèmes non par le moyen *politique et étatique*, mais par celui d'une activité naturelle et libre, *économique et sociale*, des *associations des travailleurs eux-mêmes*, après avoir renversé le dernier gouvernement capitaliste.

Pour coordonner l'action, la première conception envisageait un pouvoir politique central, organisant la vie de l'État à l'aide du gouvernement et de ses agents, et d'après les directives formelles du " centre ".

L'autre conception supposait : l'abandon définitif de l'organisation politique et étatique ; une entente et une collaboration *directes et fédératives* des organismes économiques, sociaux, techniques ou autres (syndicats, coopératives, associations diverses, etc.), localement, régionalement, nationalement, internationalement ; donc, une centralisation, non pas *politique et étatiste* allant du centre gouvernemental à la périphérie *commandée* par lui, mais *économique et technique*, suivant les besoins et les intérêts réels, allant de la périphérie aux centres, établie d'une façon naturelle et logique, selon les nécessités concrètes, sans domination ni commandement.

Il est à noter combien absurde - ou intéressé - est le reproche fait aux anarchistes de ne savoir " que détruire ", de n'avoir aucune idée " positive ", constructrice, surtout lorsque ce reproche leur est lancé par les " gauches ". Les discussions entre les partis politiques d'extrême-gauche et les anarchistes avaient toujours pour objet *la tâche positive et constructrice* à accomplir après la destruction de l'État bourgeois (au sujet de laquelle tout le monde était d'accord). Quel devait être alors le mode d'édification de la société nouvelle : étatiste, centraliste et politique, ou fédéralistes apolitique et simplement sociale ? Tel fut toujours le sujet des controverses entre les uns et les autres : preuve irréfutable que la préoccupation essentielle des anarchistes fut toujours, précisément, *la construction future*.

A la thèse des partis : État " transitoire ", politique et centralisé, les anarchistes opposent la leur : passage progressif *mais immédiat* à la vraie communauté, économique et fédérative. Les partis politiques s'appuient sur la structure sociale léguée par les siècles et les régimes révolus, et ils prétendent que ce modèle comporte des idées constructrices. Les anarchistes estiment qu'une construction nouvelle exige, *dès le début*, des méthodes nouvelles, *et ils préconisent ces méthodes*. Que leur thèse soit juste ou fausse, elle prouve, de toute façon, qu'ils savent parfaitement ce qu'ils veulent et qu'ils ont des idées constructrices nettes.

De façon générale, une interprétation erronée - ou, le plus souvent, sciemment inexacte - prétend que la conception libertaire signifie l'absence de toute organisation. Rien n'est plus faux. Il s'agit, non pas d' " organisation " ou de " non-organisation ", mais de *deux principes différents d'organisation*.

Toute révolution commence, nécessairement, d'une manière plus ou moins spontanée, donc confuse, chaotique. Il va de soi - et les libertaires le comprennent aussi bien que les autres - que si une révolution en reste là, à ce stade primitif, elle échoue. Aussitôt après l'élan spontané, le principe d'organisation doit intervenir dans une révolution, comme dans toute autre activité humaine. Et c'est alors que surgit la grave question : quels doivent être le mode et la base de cette organisation ?

Les uns prétendent qu'un groupe dirigeant central - groupe " d'élite " - doit se former pour prendre en main l'œuvre entière, la mener d'après sa conception, imposer cette dernière à toute la collectivité, établir un gouvernement et organiser un Etat, dicter sa volonté à la population, imposer ses " lois " par la force et la violence, combattre, éliminer et même supprimer ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.

Les autres estiment qu'une pareille conception est absurde, contraire aux tendances fondamentales de l'évolution humaine et, en fin de compte, plus que stérile : néfaste à l'œuvre entreprise. Naturellement, disent les anarchistes, il faut que la société soit organisée. Mais cette organisation nouvelle, normale et désormais possible doit se faire librement, socialement et, avant tout, en partant de la base. Le principe d'organisation doit sortir, non d'un centre créé d'avance pour accaparer l'ensemble et s'imposer à lui, mais - ce qui est exactement le contraire - de tous les points, pour aboutir à des nœuds de coordination, centres naturels destinés à desservir tous ces points. Bien entendu, il faut que l'esprit organisateur, que les hommes capables

d'organiser - les " élites " - interviennent. Mais, en tout lieu et en toute circonstance, toutes ces valeurs humaines doivent librement participer à l'œuvre commune, en vrais *collaborateurs*, et non en *dictateurs*. Il faut que, partout, ils donnent l'exemple et s'emploient à grouper, à coordonner, à organiser les bonnes volontés, les initiatives, les connaissances, les capacités et les aptitudes, sans les dominer, les subjuguier ou les opprimer. Pareils hommes seraient de vrais *organiseurs* et leur œuvre constituerait la véritable *organisation*, féconde et solide, parce que naturelle, humaine, effectivement progressive. Tandis que l'autre " organisation ", *calquée sur celle d'une vieille société d'oppression et d'exploitation - donc adaptée à ces deux buts* - serait stérile et instable parce que non conforme aux *buts nouveaux*, donc nullement progressive. En effet, elle ne comporterait aucun élément d'une société *nouvelle* ; au contraire, elle porterait à leur paroxysme toutes les tares de la vieille société, puisque *n'ayant modifié que leur aspect*. Appartenant à une société périmée, dépassée sous tous les rapports, donc impossible en tant qu'institution naturelle, libre et vraiment humaine, elle ne pourrait se maintenir autrement qu'à l'aide d'un nouvel *artifice*, d'une nouvelle tromperie, d'une nouvelle violence, de nouvelles oppressions et exploitations. Ce qui, fatalement, détournerait, fausserait et mettrait en péril toute la révolution. Il est évident qu'une pareille organisation resterait improductive *en tant que moteur de la Révolution Sociale*. Elle ne pourrait aucunement servir comme " société de transition " (ce que prétendent les " communistes "), car une telle société devrait nécessairement posséder au moins quelques-uns des *germes* de celle vers laquelle elle évoluerait ; or, toute société autoritaire et étatiste ne posséderait que des résidus de la société déchue.

D'après la thèse libertaire, c'étaient les masses laborieuses *elles-mêmes* qui, au moyen de leurs divers organismes de classe (comités d'usines, syndicats industriels et agricoles, coopératives, etc.), *fédérés* et centralisés *selon les besoins réels*, devaient s'appliquer, partout sur place, à la solution des problèmes constructifs de la Révolution. Par leur action puissante et féconde, parce que libre et consciente, elles devaient coordonner leurs efforts sur toute l'étendue du pays. Et quant aux " élites ", leur rôle, tel que le concevaient les libertaires, était *d'aider les masses* : les éclairer, les instruire, leur donner les conseils nécessaires, les pousser vers telle ou telle initiative, leur montrer l'exemple, les soutenir dans leur action, *mais non pas les diriger gouvernementalement*.

D'après les libertaires, la solution heureuse des problèmes de la Révolution Sociale ne pouvait résulter que de l'œuvre librement et consciemment collective et solidaire de millions d'hommes y apportant et y harmonisant toute la variété de leurs besoins et de leurs intérêts ainsi que celle de leurs idées, de leurs forces et capacités, de leurs dons, aptitudes, dispositions, connaissances professionnelles, savoir-faire, etc. Par le jeu naturel de leurs organismes économiques, techniques et sociaux, avec l'aide des " élites " et, au besoin, sous la protection de leurs forces armées librement organisées, les masses laborieuses devaient, d'après les libertaires, pouvoir effectivement pousser en avant la Révolution Sociale et arriver progressivement à la réalisation pratique de toutes ses tâches.

La thèse bolcheviste était diamétralement opposée. Selon les bolcheviks, c'était *l'élite* - leur élite - qui, formant un gouvernement (dit " ouvrier " et exerçant la soi-disant " dictature du prolétariat "), devait poursuivre la transformation sociale et résoudre ses immenses problèmes. Les masses devaient aider cette élite (thèse inverse de celle des libertaires : l'élite devant aider les masses) en exécutant fidèlement, aveuglément, " mécaniquement ", ses desseins, ses décisions, ses ordres et ses " lois ". Et la force armée, calquée elle aussi sur celle des pays capitalistes, devait obéir aveuglément à " l'élite ".

Telle fut - et telle est - la différence essentielle entre les deux idées.

Telles furent aussi les deux conceptions opposées de la Révolution Sociale au moment du bouleversement russe de 1917.

Les bolcheviks, nous l'avons dit, ne voulurent même pas entendre les anarchistes, encore moins les laisser exposer leur thèse devant les masses. Se croyant en possession d'une vérité absolue, indiscutable, " scientifique ", prétendant devoir l'imposer et l'appliquer d'urgence, ils combattirent et éliminèrent le mouvement libertaire *par la violence*, dès que celui-ci commença à intéresser les masses ; procédé habituel de tous les dominateurs, exploiters et inquisiteurs.

8.1. La nature de l'État

[...] Peu à peu, les bolcheviks étatisèrent, monopolisèrent, " totalisèrent " aisément et rapidement : l'administration tout entière, les organisations ouvrières, paysannes et autres ; les finances ; les moyens de transport et de communication ; le sous-sol et la production minière ; le commerce extérieur et le

grand commerce intérieur ; la grosse industrie ; le sol et l'agriculture ; la culture, l'enseignement et l'éducation ; la presse et la littérature ; l'art, la science, les sports, les distractions, même la pensée ou, du moins, toutes ses manifestations.

L'étatisation des organismes ouvriers : Soviets, syndicats, comités d'usines, etc., fut la plus facile et la plus rapide. Leur indépendance fut abolie. Ils devinrent simples rouages administratifs et exécutifs du parti et du gouvernement.

La partie fut menée avec habileté. Les ouvriers ne s'aperçurent même pas qu'ils étaient en train d'être ligotés. Puisque l'État et le gouvernement étaient maintenant "les leurs", il leur parut naturel de ne pas s'en détacher. Ils trouvèrent normal que leurs organisations remplissent des fonctions dans l'État " ouvrier " et exécutent les décisions des " camarades commissaires ".

Bientôt, aucun acte autonome, aucun geste libre ne fut plus permis à ces organisations.

Elles finirent par se rendre compte de leur erreur. Mais c'était trop tard ! Lorsque certains organismes ouvriers, gênés dans leur action et inquiets, sentant que " quelque chose n'allait pas dans le royaume des Soviets ", manifestèrent quelque mécontentement et voulurent reconquérir un peu d'indépendance, le gouvernement s'y opposa avec toute son énergie et toute sa ruse. D'autre part, il prit immédiatement des mesures et des sanctions. D'autre part, il chercha à raisonner. "Puisque - disait-il aux ouvriers, de l'air le plus naturel du monde - nous avons maintenant un État ouvrier où les travailleurs exercent leur dictature et où tout leur appartient, cet État et ses organes sont les vôtres. Alors, de quelle " indépendance " peut-il être question ? De telles réclamations sont maintenant un non-sens. Indépendance de quoi ? De qui ? De vous-mêmes ? Puisque L'État, maintenant, c'est vous!... Ne pas le comprendre, signifie ne pas comprendre la révolution accomplie. Se dresser contre cet état de choses signifie se dresser contre la Révolution elle-même. Des idées et des mouvements pareils ne sauraient être tolérés, car ils ne peuvent être inspirés que par les ennemis de la Révolution, de la classe ouvrière, de son État, de sa dictature et du pouvoir ouvrier. Ceux qui parmi vous sont encore assez inconscients pour écouter les chuchotements de ces ennemis et prêter l'oreille à leurs néfastes suggestions parce que tout ne va pas encore à merveille dans votre jeune État, ceux-là commettent un véritable acte contre-révolutionnaire.

8.6. Vue d'ensemble

[...] Soulignons que l'État (le gouvernement) bolcheviste s'est emparé non seulement de tous les biens matériels et moraux existants, mais - ce qui est peut-être, le plus grave - il s'est fait aussi le détenteur perpétuel de toute vérité, dans tous les domaines : vérité historique, économique, politique, sociale, scientifique, philosophique ou autre. Dans tous les domaines le gouvernement bolcheviste se considère comme infaillible et appelé à mener l'humanité.

Lui seul possède la vérité. Lui seul sait où et comment se diriger. Lui seul est capable de mener à bien la Révolution. Et alors, logiquement, fatalement, il prétend que les 175 millions d'hommes qui peuplent le pays doivent eux aussi le considérer comme seul porteur de la vérité : porteur infaillible, inattaquable, sacré. Et, logiquement, inévitablement, tout homme ou groupement osant, non pas combattre ce gouvernement, mais simplement douter de son infaillibilité, le critiquer, le contredire, le blâmer en quoi que ce soit, est considéré comme son ennemi et partant comme ennemi de la vérité, de la Révolution : le " contre-révolutionnaire " !

Il s'agit là d'un véritable *monopole de l'opinion et de la pensée* . Toute opinion, toute pensée autre que celle de l'État (ou gouvernement) est considérée comme une hérésie : hérésie dangereuse, inadmissible, criminelle. Et, logiquement, immanquablement, intervient le châtement des hérétiques : la prison, l'exil, l'exécution.

Les syndicalistes et les anarchistes, farouchement persécutés *uniquement parce qu'ils osent avoir une opinion indépendante sur la Révolution*, en savent quelque chose.